

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 25 JUILLET 1913.

Proposition de loi portant revision de la loi du 29 octobre 1846,
organique de la Cour des Comptes.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Au moment où l'augmentation des traitements de la plupart des fonctionnaires de l'ordre administratif et des magistrats va, par voie de conséquence, exiger une modification de la disposition de la loi du 29 octobre 1846 ⁽¹⁾ qui prévoit le traitement des membres de la Cour de Comptes, nous croyons utile de proposer à la Chambre d'amender, à l'occasion de cette revision, d'autres articles de la loi organique de ce corps constitué.

Telle qu'elle est composée aujourd'hui, la Cour des Comptes ne répond plus au but poursuivi par la Législature lors de sa constitution. Inchangée depuis 1830, sa composition, d'ailleurs, ne saurait plus répondre aux exigences actuelles. Le nombre des membres de la Cour est manifestement insuffisant pour assurer, avec toute l'efficacité désirable, le contrôle qui lui est dévolu, par la Constitution et la loi, des recettes et des dépenses de l'État et des provinces.

L'anomalie de cette situation est évidente. Elle a été signalée par la Cour, dans l'introduction de son *Cahier d'observations* publié en 1911 ⁽²⁾, dans les termes suivants :

« ... Le nombre de membres qui composent la Cour des Comptes est
» encore le même que celui fixé par la loi du 30 décembre 1830 et celle
» du 29 octobre 1846.

(1) Modifiée en dernier lieu par la loi du 31 décembre 1900.

(2) Pièces de la Chambre des Représentants, n° 24. Séance du 5 décembre 1911.

» Et, cependant, la besogne qui incombe à notre Collège s'étend en proportion de la quantité de travail de vérification remis à ses bureaux. Plus la réglementation se développe, plus sont nombreuses et difficiles à résoudre parfois les questions d'interprétation des textes, les questions de responsabilité sur lesquelles la Cour est appelée à statuer.

» Aussi, le travail, s'effectuant dans les sections qui, conformément à l'article 1^{er} du règlement d'ordre intérieur du 9 avril 1834, se réunissent chaque jour, est-il devenu beaucoup plus absorbant. Le nombre de rapports à préparer, en vue des assemblées générales, sur les comptes donnant lieu à observations, le nombre des questions litigieuses et celui des correspondances à échanger avec les départements ministériels et les gouvernements provinciaux est évidemment en rapport avec le nombre de comptes à arrêter et d'ordonnances de paiement ou de régularisation à viser.

» La statistique des travaux de la Cour, publiée dans le présent *Cahier*, permet de se faire une idée de la quantité de pièces comptables sur lesquelles la Cour doit statuer; la table ci-après donne quelques chiffres comparatifs pour exposer le développement des dépenses soumises à son examen.

ANNÉES.	DÉPENSES.	
	Services ordinaire et extraordinaire réunis.	
1846	fr.	122,752,999 29
1880		382,908,428 75
1895		410,383,401 41
1905		626,498,501 76
1909		786,197,824 45

» Il convient d'ajouter que les dépenses provinciales, dont le montant dépasse annuellement 35 millions de francs, font toutes l'objet d'ordonnances soumises au visa de la Cour et que les crédits ouverts au Ministre des Colonies, par les divers budgets du Congo belge, ont excédé, en 1911, le chiffre de 80 millions.

» L'examen des pièces comptables, le nombre et la nature des questions à l'étude concernant ces budgets font entrevoir un nouvel accroissement de besogne.

» Notre Collège croit donc devoir signaler à l'attention des Chambres législatives la nécessité de modifier, d'une part, l'article 1^{er} de la loi du 29 octobre 1846 et, d'autre part, les articles 4 et 22 du règlement d'ordre intérieur en vue d'alléger la lourde charge incombant au greffier. »

Aucune suite n'a été donnée par les Chambres législatives au vœu exprimé dans le dernier alinéa de l'exposé qui précède. Or, la vérifi-

cation du compte général de la Colonie, qui incombe à la Cour des Comptes en vertu de la loi du 18 octobre 1908, à elle seule, a augmenté la somme de travail de cette institution dans des proportions suffisantes pour justifier corrélativement une augmentation du nombre de ses membres.

En vertu du règlement d'ordre intérieur de la Cour des Comptes en date du 9 avril 1831, l'institution est divisée en deux sections, composée chacune des trois conseillers. Les attributions de chacune d'elles sont déterminées, ainsi qu'il suit, par les articles 3 et 4 du règlement dont il s'agit.

ART. 3. — « Le contrôle de tous états, l'examen de tous renseignements » et éclaircissements relatifs à la recette de deniers de l'État, que la Cour a » le droit de se faire fournir en vertu du quatrième paragraphe de l'article 3 du décret du 30 décembre dernier ⁽¹⁾, entre dans les attributions » de la première section, laquelle est également chargée de l'examen et de » la liquidation des comptes de l'administration générale et de tous les » comptables envers le Trésor.

» Ces comptes sont ensuite clos et arrêtés en assemblée générale de la » Cour, sur le rapport de cette section. »

ART. 4. — « Les attributions de la seconde section consistent dans la » surveillance de la tenue du double du Grand-Livre de la Dette publique » et du registre des pensions ⁽²⁾; dans le contrôle des dépenses et dans le » visa et l'enregistrement des demandes de paiements, qui seront signées » par un membre de cette section et contresignées par le greffier.

» Dans le cas où ces pièces présentent quelques difficultés, la section en » fait son rapport à l'assemblée générale, pour y être statué ainsi qu'il » appartient. »

Aux attributions de la première section est venu s'ajouter l'examen de toutes les questions, très complexes, relatives à la comptabilité coloniale.

Notre proposition tend à élargir la composition de la Cour des Comptes, que nous voudrions voir diviser en deux chambres, auxquelles seraient dévolues les attributions des deux sections qui fonctionnent actuellement.

Chacune des deux chambres aurait son président. Le plus ancien des deux prendrait le titre de premier président et serait appelé, en cette qualité, à présider les assemblées plénières des membres de la Cour.

Chacune d'elles se composerait, en outre, de quatre conseillers et d'un greffier.

La Cour, au lieu d'être composée d'un président, de six conseillers et d'un greffier, se composerait donc d'un premier président, d'un président,

(1) Décret abrogé. Devenu l'article 5 de la loi du 29 octobre 1846.

(2) Cette surveillance fait actuellement partie des attributions de la première section. (Voir *Annales parlementaires*. Séance du 11 mars 1902, p. 891.)

de huit conseillers et de deux greffiers dont l'un, le plus ancien, remplirait, à côté de ses fonctions de greffier de chambre, celles de greffier dans les assemblées plénières.

En même temps que ces changements allègeraient la tâche de chaque conseiller, ils auraient pour conséquence de diviser le travail du greffier, actuellement trop considérable.

Chacun des deux greffiers dans le système nouveau ne contresignerait, en effet, que les actes, pièces et dépêches émanant la chambre dont il ferait partie.

L'augmentation du nombre des membres de la Cour des Comptes est urgente. On peut répéter, au sujet de l'insuffisance de ce nombre, ce que M. de Smet de Nayer disait en séance de la Chambre des Représentants du 11 décembre 1894 pour appuyer une demande de personnel supplémentaire pour les bureaux de la Cour des Comptes :

« Pouvons-nous prétendre, sans le moindre élément de preuve, qu'en
» dépit d'une besogne toujours croissante, la Cour des Comptes n'a pas
» besoin du personnel supplémentaire qu'elle sollicite? Qui de nous voudrait
» prendre pareille attitude? La Cour affirme et elle prouve par des argu-
» ments, que je considère comme irréfutables, que le contrôle attentif et
» rapide de la gestion des deniers publics, contrôle qui lui incombe par
» la loi, n'est désormais possible que si l'on allège la tâche du personnel
» des bureaux en augmentant le cadre de dix agents.

» Qui donc oserait assumer la responsabilité du rejet de cette
» demande? ⁽¹⁾.

Nous croyons de même que personne aujourd'hui n'oserait prendre la responsabilité de repousser la demande d'accroissement du nombre des membres de la Cour des Comptes, formulée par ce Collège il y a plus d'un an.

*
* * *

L'un des défauts essentiels de l'organisation actuelle de la Cour des Comptes réside dans le maintien en fonctions des membres de ce Collège au delà de l'âge fixé pour l'admission à la retraite des fonctionnaires de l'État et des magistrats.

La question de la détermination d'une limite d'âge pour les membres de la Cour a été examinée cependant à plusieurs reprises déjà par la Chambre.

A l'occasion de l'examen du Budget des dotations pour l'exercice 1884, M. H. Bockstael, rapporteur de la Section centrale, se déclara partisan de la fixation d'un âge de mise à la retraite, tout en préconisant, il est vrai, d'assimiler les membres de la Cour des Comptes à ceux de la magistrature ordinaire et en émettant le vœu de voir le Gouvernement soumettre à la Législature « un projet de loi assimilant à la Cour de cassation, au point de vue de la mise à la pension et de l'éméritat, la Cour des Comptes ».

(1) *Annales*, Chambre, p. 159.

Le Gouvernement ayant cru devoir s'abstenir, ce fut le Bureau de la Chambre qui, sur la proposition de M. Woeste, en séance du 3 février 1884, constitua une commission spéciale chargée d'étudier la question. Cette commission, dans un rapport déposé par M. Olin en séance du 14 juillet 1884, se prononça en faveur de la limite d'âge et de l'éméritat.

Ce projet ne fut jamais discuté. Il fut frappé de caducité par les effets de la dissolution de 1892.

En 1894, la question fut reprise à la Chambre pendant la discussion du Budget des dotations pour l'exercice 1895.

M. de Trooz, à cette époque, s'exprimait ainsi :

« Ici se présente une controverse : les conseillers à la Cour des Comptes »
 » sont-ils des magistrats ou des fonctionnaires ? Qu'ils soient l'un ou »
 » l'autre, il est incontestable que, pour les uns comme pour les autres, la »
 » loi dit à quel âge la retraite doit être prise par eux.

» A la Cour des Comptes, en matière de retraite, c'est uniquement le »
 » bon plaisir qui semble régler la question : c'est ainsi que nous avons déjà »
 » vu la Chambre saisie de requêtes de conseillers presque octogénaires »
 » demandent encore à voir confirmer leur mandat, alors que la durée de »
 » celui-ci est de six ans.

» C'est là évidemment un abus contre lequel nous avons toujours »
 » protesté sur tous les bancs de cette Chambre. Ces requêtes nous plaçaient, »
 » en réalité, entre la courtoisie et le devoir.

» Messieurs, la Chambre sait que la Cour des Comptes ne possède que »
 » sept membres : un président et six conseillers.

» Elle n'ignore pas que le travail de la Cour se fait en deux commis- »
 » sions, composées chacune de trois membres, le président se réservant de »
 » diriger les débats de l'assemblée générale de la Cour. On voit d'ici »
 » combien grands sont les inconvénients qui résultent, au point de vue du »
 » travail de la Cour et des convenances de chacun de ses membres, à faire »
 » siéger dans le sein de cette assemblée des hommes qui, à raison de leur »
 » grand âge, ayant mérité un très légitime repos, ne peuvent plus, en »
 » réalité, aider efficacement leurs collègues ⁽¹⁾. »

L'honorable M. Bertrand caractérisa, de son côté, la situation en ces termes :

« La loi organique de la Cour des Comptes n'a pas prévu le cas de la »
 » mise à la retraite des conseillers, parce que ces membres sont élus par la »
 » Chambre des Représentants. On s'est imaginé que la Chambre n'aurait »
 » pas réélu des membres trop âgés, or il a été prouvé qu'il n'en était pas »
 » ainsi.

» L'année dernière, M. Van Hoebroek est décédé en fonctions, à l'âge »
 » de 67 ans.

(1) *Annales*, Chambre des Représentants, 1894-1895, p. 123.

- » M. Heyvaert a été pensionné à 77 ans.
- » M. Moreau est décédé également en fonctions, à l'âge de 76 ans.
- » M. Cools a été pensionné à 81 ans.
- » M. Dasselès a été pensionné à 78 ans.
- » M. Pierret est décédé en fonctions, à l'âge de 75 ans.
- » M. Sleipens a été pensionné cette année, à l'âge de 84 ans.
- » M. le Président actuel de la Cour est âgé de 78 ans. Son mandat comprenant encore quatre ans, ce n'est qu'à l'expiration de celui-ci qu'il prendra fin, alors qu'il aura 82 ans. (1). »

M. de Smet de Nayer, Ministre des Finances, répondit aux divers orateurs et plus spécialement à M. Bertrand :

« Il s'agit d'abord de la mise à la retraite des conseillers de la Cour des Comptes. C'est l'un des points sur lesquels je me suis expliqué dans la séance du 6 courant. J'ai signalé la question de principe qui doit être préalablement tranchée : les membres de la Cour, ai-je dit, doivent-ils être assimilés aux magistrats ou aux fonctionnaires de l'ordre administratif ? »

» De la solution que recevra cette question découlera une double conséquence, en ce qui concerne, d'une part, la fixation des traitements et, d'autre part, le règlement des conditions et du taux de la pension ou de l'éméritat.

» Il m'est impossible de répondre actuellement d'une façon plus précise à l'honorable membre ; je ne puis que prendre note des observations qu'il a présentées après l'honorable M. de Trooz. Je répète que cette question complexe sera étudiée et que des mesures seront prises comme de conseil, aussitôt qu'il sera possible (1). »

Toutefois, M. de Smet de Nayer ajoutait :

« Je reconnais que dans certains des cas cités par l'honorable M. Bertrand, lorsqu'il s'agit par exemple de 80 ans et au delà, il existe un abus évident, auquel il est temps de mettre un terme. »

Nous sommes d'avis que l'âge de 80 ans ne doit pas être atteint pour que l'abus soit bien caractérisé.

Les promesses d'examen de M. de Smet de Nayer ne se réalisèrent pas et la question ne fut sérieusement reprise que lors de la discussion en Section centrale du Budget des dotations pour l'exercice 1908.

Ensuite des considérations émises dans le rapport de cette Section centrale, une Commission spéciale fut nommée par le Bureau de la Chambre sur une proposition formulée par MM. Hymans, Mechelynck, Lemonnier et Monville. Elle fut composée de MM. Beernaert, Bertrand, De Becker-Remy, Hymans, Rosseeuw, Thienpont et de Ghellinck d'Elseghem.

(1) *Annales*, Chambre des Représentants. Séance du 11 décembre 1894, pp. 156-157.

Le rapport de l'honorable M. de Ghellinck d'Elseghem établit d'abord que, d'après la majorité des membres de la Commission, la Cour des Comptes ne peut être assimilée à la magistrature proprement dite; qu'elle présente un caractère mixte et constitue une magistrature d'une nature toute spéciale, une magistrature *sui generis*.

Il reconnaît cependant que les membres de la Cour sont aussi des fonctionnaires de la Chambre des Représentants.

C'est bien là, à notre sens, la nature exacte de la situation des conseillers à la Cour des Comptes.

M. Frère Orban, en séance de la Chambre du 25 novembre 1848, avait également déclaré d'ailleurs que les membres de la Cour des Comptes étaient des *fonctionnaires* de la Chambre.

M. de Ghellinck s'est exprimé comme suit, en ce qui concerne la limite d'âge :

« Il n'est pas exact que les membres de la Cour des Comptes soient »
 » indéfiniment tenus en fonctions, puisqu'ils sont soumis à réélection tous »
 » les six ans; la Chambre conserve la liberté pleine et entière de réélire, »
 » oui ou non, les membres de la Cour, et il n'y a pas d'exemple que la »
 » Chambre ait réélu un membre incapable, vu son grand âge, de remplir »
 » convenablement ses fonctions; il n'est pas exact de dire que l'âge avancé »
 » ait nécessairement pour conséquence d'amoinrir les facultés intellec- »
 » tuelles et les aptitudes au travail; du reste, les fonctions des membres de »
 » la Cour, bien qu'importantes, ne sont cependant pas à ce point absor- »
 » bantes et fatigantes qu'on ne puisse s'y livrer après un certain âge; elles »
 » n'exigent pas un grand esprit d'initiative comme celles des hauts fonc- »
 » tionnaires des départements ministériels ».

Conformément à cet avis, la Commission a repoussé la fixation d'une limite d'âge.

Or, pour inscrire dans la loi le principe de la mise à la retraite des membres de la Cour des Comptes ou, plus exactement, l'âge auquel ils ne pourront plus exercer leurs fonctions, point n'est besoin de se perdre dans des discussions théoriques au sujet de la nature intrinsèque desdites fonctions. Sont-ce des fonctions judiciaires? Sont-ce des fonctions administratives? Sont-ce des fonctions qui tiennent à la fois de celles du magistrat et de celles du fonctionnaire? Qu'importe!

La Constitution belge, en déléguant à la Chambre des Représentants le droit d'élire les membres de la Cour des Comptes, n'a pas entendu interdire au pouvoir législatif de conditionner l'octroi des mandats dont il s'agit. Cela est tellement vrai que l'article 1^{er} de la loi du 29 octobre 1846 a décidé que les conseillers doivent avoir l'âge de 30 ans et le greffier l'âge de 25 ans.

Mais si cette loi a fixé un minimum d'âge, pourquoi ne déterminerait-elle pas de même un maximum?

C'est ce que notre projet réalise en proposant d'ajouter audit article 1^{er} la proposition suivante :

Nul ne peut être nommé membre de la Cour des Comptes s'il a atteint l'âge de 67 ans.

Cette formule nous paraît devoir être unanimement admise.

Elle n'implique pas l'obligation pour un membre de la Cour des Comptes de se retirer dans le cours d'un mandat qui lui a été confié pour six ans, comme ce serait le cas si la loi fixait un âge pour la mise à la retraite, système qui se concilierait mal avec l'essence juridique du mandat. A la limite minima établie aux droits des Chambres, elle ajoute simplement une limite maxima.

En fixant à 67 ans l'âge après lequel un mandat sexennal ne pourra plus être confié à un membre de la Cour, nous déterminons indirectement l'âge de la retraite obligatoire des conseillers.

Dans notre système, il n'y aurait jamais à la Cour des Comptes des membres âgés de plus de 73 ans ($67 + 6$). L'âge normal de la retraite varierait entre 68 et 73 ans. C'est-à-dire que les conseillers de la Cour des Comptes qui ne sont ni magistrats, ni fonctionnaires, ne seraient pensionnés qu'à un âge toujours plus avancé que celui choisi pour l'admission à la retraite des fonctionnaires et parfois plus avancé que celui fixé pour les magistrats d'appel.

En tout état de cause, ce serait un progrès énorme par rapport à la situation actuelle qui est aussi déplorable que celle signalée en 1894 par l'honorable M. Bertrand dans le passage d'un discours que nous avons reproduit ci-dessus ⁽¹⁾.

Les huit membres en fonctions fin juin 1913 étaient âgés, en effet, respectivement de 80 ans, 76 ans, 71 ans, $66 \frac{1}{2}$ ans, 66 ans, $58 \frac{1}{2}$ ans, $59 \frac{1}{2}$ ans et $64 \frac{1}{2}$ ans. Ils seront donc âgés à l'expiration de leur mandat en cours, c'est-à-dire le 31 décembre 1914, de $81 \frac{1}{2}$ ans, $77 \frac{1}{2}$ ans, $72 \frac{1}{2}$ ans, 68 ans, $67 \frac{1}{2}$ ans, 60 ans, 61 ans et 66 ans.

*
* *

Les auteurs de la proposition de la loi désirent également amender l'article 18 de la loi du 29 octobre 1846 par l'adjonction de deux paragraphes ainsi conçus :

Le Bureau de la Chambre détermine le barème et les règles d'avancement des employés des bureaux de la Cour des Comptes.

L'âge de la mise à la retraite des employés des bureaux de la Cour des Comptes est fixé à 67 ans.

Souvent, au sein de la Chambre des Représentants, des plaintes ont été exprimées au sujet de la situation d'infériorité dans laquelle la Cour des

(1) Voir *supra*, pp. 7 et 8.

Comptes, à qui appartient, en vertu de l'article 18 de la loi du 29 octobre 1846, la nomination de tous les employés, a laissé le personnel de ses bureaux.

M. Théodor, en séance de la Chambre du 6 décembre 1894, caractérisait ainsi cette situation :

... « La Cour des Comptes ne se rattache directement à aucun » ministère. Le Ministre est toujours un peu le père de ses employés, il les » voit travailler, il apprécie leurs efforts et il arrive qu'il les récompense et » les rémunère. Mais il n'en est pas ainsi à la Cour des Comptes : la Cour » ne relève directement d'aucun département et c'est ainsi que les employés » de la Cour des Comptes sont comme des enfants abandonnés ⁽¹⁾. »

Mais si la Cour des Comptes ne se rattache directement à aucun ministère, elle relève cependant de la Chambre des Représentants. M. de Trooz le constatait à la Chambre le 6 décembre 1894, et M. Raepsaet, rapporteur du Budget des dotations pour l'exercice 1895, exprimait le même avis. De son côté, M. Levie, Ministre des Finances, précisa dans ces termes l'organisation actuelle en réponse à une question posée par M. Buyl, le 19 novembre dernier :

« La Cour des Comptes, comme le Gouvernement l'a fait observer » maintes fois, relève directement de la Chambre des Représentants. »

De l'avis général, la subordination de la Cour des Comptes à la Chambre des Représentants n'est donc pas douteuse. Mais le rapport de dépendance existant entre les deux institutions est demeuré inorganique. Jamais peut-être la nécessité d'en préciser les modalités n'est apparue aussi impérieuse qu'aujourd'hui.

En ces dernières années, des critiques visant la gestion de la Cour des Comptes ont été, en effet, fréquemment formulées au Parlement. Des membres de la Chambre des Représentants, appartenant à nos trois grands partis politiques, ont même jugé nécessaire de solliciter, à deux reprises déjà, en faveur du personnel des bureaux de cette Cour, l'intervention de la législature, en déposant des amendements aux projets de Budget des dotations pour les exercices de 1912 et 1913.

Mais, lorsque des députés ont ainsi soumis directement à la Chambre, par voie d'amendement à une loi budgétaire, des propositions tendant à améliorer le sort des employés de la Cour des Comptes, ils ont été invités à s'adresser au Bureau de l'assemblée, afin que celui-ci fasse rapport sur la situation ⁽²⁾.

Et quand ils se sont adressés officiellement au Bureau pour solliciter son intervention auprès de la Cour, leur démarche est demeurée sans effet pratique.

(1) *Annales parlementaires*, p. 128, première colonne. Session 1894-1895.

(2) *Annales parlementaires*, Chambre des Représentants. Session 1912-1913, p. 334.

Cette situation mal définie, si elle était maintenue, anéantirait à la faveur de son imprécision le droit incontestable de contrôle des membres de la législature sur les actes et la gestion de l'administration de l'État qui collabore le plus directement avec le pouvoir législatif dans l'exercice d'une de ses prérogatives essentielles : l'examen et le vote de la loi de compte et des budgets.

Nul ne contestera qu'il ne soit urgent, dans ces conditions, de régler définitivement cette question.

Aussi les auteurs de la présente proposition estiment-ils qu'une heureuse innovation consisterait à faire fixer les règles d'avancement des employés des bureaux de la Cour des Comptes par le Bureau de la Chambre des Représentants, tout en maintenant parmi les prérogatives de la Cour la nomination ainsi que la révocation de ses employés en même temps qu'une série de questions d'ordre secondaire que l'on ne pourrait sérieusement lui contester de régler *dans les limites établies par le Bureau de la Chambre*, comme, par exemple, le nombre d'emplois dans chaque grade, les promotions au choix, la répartition des agents entre les divers services, les congés, les indemnités, etc.

Toutes ces questions seraient mentionnées dans le règlement d'ordre intérieur de l'institution qui sera soumis à revision au lendemain de la promulgation des modifications introduites dans la loi de 1846.

Cette modalité aurait l'immense avantage de *garantir un minimum* de situation au personnel si intéressant des bureaux de la Cour des Comptes, tout en ne nécessitant pas l'insertion d'un barème dans la loi.

D'autre part, le Bureau de la Chambre des Représentants détiendrait ainsi un pouvoir de contrôle sur les actes de la Cour des Comptes, contrôle que de nombreux membres de cette assemblée ont le légitime désir de voir exercer efficacement.

. . .

La détermination d'un âge de mise à la retraite pour le personnel des bureaux de la Cour des Comptes est une conséquence logique de la modification proposée à l'article 1^{er} de la loi du 29 octobre 1846.

Les fonctionnaires devraient abandonner les bureaux au moment précis où, en vertu de la loi même, ils cesseraient d'être éligibles en qualité de conseillers ou de greffiers.

. . .

L'article 28 du règlement d'ordre intérieur de la Cour des Comptes stipule notamment : « Il sera donné à tout membre des deux Chambres qui le » demandera, communication, sans déplacement, tant du Grand-Livre de la » Dette publique, du registre des pensions à charge de l'État, de toutes les » décisions prises par la Cour, ainsi que de toutes les pièces comptables et » *autres quelconques reposant en ses archives.* »

En séance de la Chambre des Représentants du 26 juillet 1907, l'honorable M. Mechelynck a interprété dans ces termes la portée de cette disposition :

« Le droit des membres de la Chambre... me semble absolu ; il est fondé »
» sur le décret de 1831 contenant le règlement de la Cour des Comptes,
» qui oblige le greffier à communiquer aux membres de la Chambre toutes
» les pièces comptables ainsi que toutes les autres pièces quelconques
» reposant dans les archives de la Cour. Peut-on nier que parmi celles-ci
» se trouve la correspondance échangée avec le Ministre ?

» D'ailleurs, la Cour des Comptes n'est-elle pas chargée de préparer pour
» les membres du Parlement l'examen des comptes définitifs de l'État ? Et
» la Chambre ne doit-elle pas, pour se prononcer sur ces comptes, posséder
» tous les éléments de l'instruction à laquelle la Cour des Comptes a pro-
» cédé ? »

M. le Ministre Liebaert donna en réponse ce sens plus étroit à la disposition de l'article 28 prémentionné :

« C'est dans la loi organique que sont inscrites les dispositions de prin- »
» cipe, l'article 28 du règlement ne peut avoir un autre sens que celles-ci,
» il ne peut rien y ajouter ni rien en retrancher puisqu'il n'y est que
» corrélatif ».

Et l'honorable Ministre tirait cette conclusion que la loi du 29 octobre 1846 ne stipulant pas l'obligation pour la Cour de communiquer ses dossiers complets, c'est-à-dire les avis émis par les bureaux de la Cour et la correspondance échangée entre l'institution et les départements ministériels, il ne pouvait y avoir *un droit* pour les membres de la Chambre de prendre connaissance de ces éléments.

Or, il importe que les membres des deux Chambres puissent exercer sur les finances publiques le contrôle parlementaire dans toute sa plénitude.

La Cour n'est, en somme, qu'une commission permanente du Parlement organisée par voie législative. Rien de ce qui s'y passe ne doit être ignoré des Représentants de la nation. N'est-ce pas surtout pour faciliter leur tâche en vue du vote de la loi de compte qu'a été instituée une Cour des Comptes ?

Les auteurs de la proposition de loi, afin de solutionner le différend qui a surgi parfois entre la Cour des Comptes et des membres de nos assemblées législatives au sujet de la communication de certaines pièces déposées dans les archives de la Cour, proposent d'insérer l'article 28 du règlement dans la loi organique et de l'amender par une énumération, non restrictive, des documents à communiquer à leur demande aux membres des deux Chambres.

D^r LAMBORELLE.

Proposition de loi portant revision de la loi du 29 octobre 1846, organique de la Cour des Comptes.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier de la loi du 29 octobre 1846 est remplacé par la disposition suivante.

- « La Cour des Comptes est composée
- » de deux chambres.
- » Chacune de ces deux chambres est
- » composée d'un président, de quatre
- » conseillers et d'un greffier.
- » Ils sont nommés tous les six ans
- » par la Chambre des Représentants
- » qui a toujours le droit de les révo-
- » quer.
- » Les présidents et conseillers doivent
- » avoir au moins l'âge de 30 ans.
- » Les greffiers doivent être âgés de
- » 25 ans au moins; ils n'ont pas voix
- » délibérative.
- » Nul ne peut être nommé membre
- » de la Cour des Comptes s'il a atteint
- » l'âge de 67 ans. »

ART. 2.

L'article 18 de la loi du 29 octobre 1846 est remplacé par la disposition suivante :

- « A la Cour des Comptes appartient
- » la nomination et la révocation de
- » tous ses employés.
- » Le Bureau de la Chambre des
- » Représentants fixe le barème des
- » traitements ainsi que les règles
- » d'avancement du personnel des bu-
- » reaux.

Wetsvoorstel waarbij de wet van 29 October 1846, houdende inrichting van de Rekenkamer, wordt gewijzigd.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 1 der wet van 29 October 1846 wordt vervangen door de volgende bepaling :

- « De Rekenkamer is samengesteld
- » uit twee afdeelingen.
- » Elke dezer afdeelingen bestaat uit
- » een voorzitter, uit vier leden en uit
- » een griffier.
- » Zij worden, om de zes jaar, be-
- » noemd door de Kamer der Volksverte-
- » genwoordigers; deze heeft altijd het
- » recht ze af te zetten.
- » De voorzitters en de leden moeten
- » ten minste 30 jaar oud zijn.
- » De griffiers moeten ten minste
- » 25 jaar oud zijn; zij hebben geene
- » beraadslagende stem.
- » Niemand mag tot lid der Rekenka-
- » mer worden benoemd, wanneer hij
- » den leeftijd van 67 jaar heeft be-
- » reikt. »

ART. 2.

Artikel 18 der wet van 29 October 1846 wordt vervangen door de volgende bepaling :

- « Aan de Rekenkamer hoort het toe,
- » al hare beambten te benoemen en af
- » te zetten.
- » Het Bureau van de Kamer der Volks-
- » vertegenwoordigers bepaalt den wed-
- » standtaard, alsmede de regelen voor
- » de bevordering van het personeel der
- » kantoren.

» L'âge de la mise à la retraite des
» employés de la Cour des Comptes est
» fixé à 67 ans. »

ART. 3.

La loi du 29 octobre 1846 est complétée par la disposition suivante :

» Il sera donné à tout membre des
» deux Chambres qui le demandera,
» communication, sans déplacement, du
» Grand-Livre de la Dette publique,
» du registre des pensions à charge de
» l'État, de toutes les décisions prises
» par la Cour, ainsi que de toutes les
» pièces comptables reposant dans ses
» archives.

» Tout membre des deux Chambres
» pourra prendre connaissance des
» correspondances échangées entre la
» Cour des Comptes et les Départe-
» ments ministériels ou les Gouverne-
» ments provinciaux, des rapports pré-
» sentés à la Cour des Comptes par ses
» bureaux, ainsi que des procès-ver-
» baux des séances de la Cour. »

» De leeftijd voor het op pensioen
» stellen van de beambten der Reken-
» kamer wordt bepaald op 67 jaar. »

ART. 3.

De wet van 29 October 1846 wordt aangevuld door de volgende bepaling :

« Aan elk lid van beide Wetgevende
» Kamers, die het aanvraagt, wordt,
» zonder verplaatsing, mededeeling ge-
» geven van het Grootboek der Open-
» bare Schuld, van het register der
» pensioenen komende ten laste van
» den Staat, van al de beslissingen
» genomen door de Rekenkamer, als-
» mede van alle comptabiliteitsstukken,
» in haar archief berustende,

» Elk lid van beide Wetgevende
» Kamers mag kennis nemen van de
» briefwisseling tusschen de Reken-
» kamer en de Ministerieele Departementen of de Provinciale Besturen,
» van de verslagen bij de Rekenkamer
» ingediend door hare kantoren, alsmede
» van de processen-verbaal harer vergaderingen. »

D^r P. LAMBORELLE.

FG. MASSON.

R. CLAES.

A. BUYL.

J. MANSART.

L. BERTRAND.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 25 JULI 1913.

Wetsvoorstel waarbij de wet van 29 October 1846, houdende inrichting van de Rekenkamer, wordt herzien.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Op 't oogenblik dat de verhooging der jaarwedden van het meerendeel der ambtenaren van de administratieve orde en van de magistraten tot gevolg zal hebben, dat eene wijziging dient te worden gebracht in de wet van 29 October 1846 ⁽¹⁾, waarbij de jaarwedde van de leden der Rekenkamer wordt voorzien, achten wij raadzaam de Kamer voor te stellen, naar aanleiding van die herziening, andere artikelen van de organieke wet voor dit korps te wijzigen.

Zooals zij thans bestaat, beantwoordt de Rekenkamer niet meer aan het door de wetgeving beoogde doel, toen zij tot stand werd gebracht. Onveranderd sedert 1830, beantwoordt hare samenstelling niet meer aan de eischen van onzen tijd. Het getal leden der Rekenkamer is blijkbaar ontoereikend om met de verlangde doelmatigheid het haar door de Grondwet en de wet opgedragen toezicht uit te oefenen over de ontvangsten en uitgaven van Staat en provinciën.

Blijkbaar is dit een onregelmatige toestand. De Rekenkamer zelve heeft er op gewezen in de inleiding van haar verslag over 1911 ⁽²⁾, en wel in de volgende bewoordingen :

« ... Het getal leden van de Rekenkamer is nog steeds hetzelfde als » dit bepaald bij de wet van 30 December 1830 en bij die van » 29 October 1846.

(1) Laatst gewijzigd bij de wet van 31 December 1900.

(2) Kamerstukken, Nr 24. Vergadering van 5 December 1911.

» En nochtans neemt het aan ons College opgelegde werk toe naar gelang
 » van de hoeveelheid werk van nazoek, aan onze kantoren overgemaakt. Hoe
 » meer de verordening zich uithreidt, hoe talrijker en moeilijker soms zijn
 » op te lossen de vraagstukken van uitlegging der teksten, van aansprake-
 » lijkheid, waarover de Rekenkamer uitspraak heeft te doen.

» Ook is het werk in de afdeelingen, die naar luid van artikel 4 van
 » het huishoudelijk reglement, in dato 9 April 1834, elken dag verga-
 » deren, veel meer tijdvergend geworden. Het aantal op te maken versla-
 » gen voor de algemeene vergaderingen, het aantal betwiste vraagstukken
 » en het aantal brieven, te wisselen met de ministerieele departementen en
 » de provinciale besturen, staat blijkbaar in verhouding tot het getal af te
 » sluiten rekeningen in betaalbevelen of regelingen die met kantteekening
 » hoeven te worden bekleed.

» Door middel van de statistiek der werkzaamheden van de Rekenkamer
 » kan men zich gemakkelijk een denkbeeld maken van de hoeveelheid
 » stukken van rekenplichtig beheer waarover zij heeft te beslissen. In
 » onderstaande tabel vindt men enkele vergelijkende cijfers, waaruit blijkt
 » de toeneming van de uitgaven, aan haar onderzoek onderhevig.

JAREN	UITGAVEN.	
	Gewone en buitengewone diensten te zamen.	
1846	fr.	122,752,999 29
1880		382,908,426 75
1895		410,383,401 41
1905		626,498,501 76
1909		786,197,824 45

» Hier dient te worden aan toegevoegd, dat voor al de provinciale
 » uitgaven, die jaarlijks meer dan 35 millioen frank beloopten, worden
 » afgeleverd betaalbrieven die hoeven bekleed te worden met het visa van
 » de Rekenkamer, dat de kredieten, toegekend aan het Ministerie van
 » Koloniën, door de verschillende begrootingen van Belgisch Congoland, in
 » 1911 de som van 80 millioen te boven gingen.

» Het onderzoek van de stukken van rekenplichtig beheer, het aantal en
 » de aard van de vraagstukken, betreffende deze begrootingen bestudeerd,
 » laten nogmaals een meerder werk voorzien.

» Ons College meent de aandacht van de Wetgevende Kamers te moeten
 » vestigen op de noodzakelijke wijziging, eensdeels van artikel 4 der wet
 » van 29 October 1846, anderdeels van de artikelen 4 en 22 van het
 » huishoudelijk reglement, ten einde den zwaren last van den griffier
 » te verlichten. »

Door de Wetgevende Kamers werd geen gevolg gegeven aan den
 wensch, uitgedrukt in de laatste alinea van bovenstaand verhoog. Welnu,

alleen het nazien van de algemeene rekening der Kolonie, waarmede de Rekenkamer is belast, krachtens de wet van 16 October 1906, vermeerderde het werk van deze instelling in voldoende verhouding om eene daarmede overeenkomende vermeerdering van het getal harer leden te billijken.

Krachtens het huishoudelijk reglement voor de Rekenkamer, in dato 9 April 1834, is deze instelling onderverdeeld in twee afdeelingen, elk drie leden tellend. De bevoegdheden van elk harer worden als volgt bepaald door de artikelen 3 en 4 van bedoeld reglement.

ART. 3. — « Het nazien van alle staten, het onderzoek van alle inlichtingen en ophelderingen betreffende de ontvangst van alle Staatsgelden, welke de Rekenkamer het recht heeft zich te doen afleveren krachtens het vierde lid van artikel 3 van het decreet van 30 December laatstleden ⁽¹⁾, behoort tot de bevoegdheid van de eerste afdeeling, welke insgelijks is belast met het onderzoek en de vereffening der rekeningen van het algemeen bestuur en van al de rekenplichtigen jegens de Schatkist. »
 » Deze rekeningen worden nadien gesloten en vastgesteld in algemeene vergadering van de Rekenkamer, op verslag van deze afdeeling. »

ART. 4. — « De bevoegdheid van de tweede afdeeling bestaat in het toezicht over het houden van het dubbel des Grootboeks van 's Lands schuld en van het register der pensioenen ⁽²⁾, in het nazien van de uitgaven en in het visa van de inschrijving der aanvragen om betaling, die worden onderteekend door een lid van deze afdeeling en medeonderteekend door den griffier.

» Ingeval deze stukken eenige moeilijkheid opleveren, doet de afdeeling daarover verslag aan de algemeene vergadering, om daarover naar behooren te worden beslist. »

Aan de werkzaamheden van de eerste afdeeling werd toegevoegd het onderzoek van de veelzijdige vraagstukken betreffende het rekenplichtig beheer van de Kolonie.

Ons voorstel dient om de samenstelling van de Rekenkamer uit te breiden; wij zouden verlangen, dat zij werd gesplitst in twee afdeelingen, bekleed met de bevoegdheid van de twee thans bestaande afdeelingen.

Elke van deze twee afdeelingen zou haren voorzitter hebben. De oudste van beide zou den titel voeren van eersten voorzitter en, in deze hoedanigheid, de algemeene vergaderingen van de leden der Rekenkamer leiden.

Elk harer zou daarenboven bestaan uit vier leden en een griffier.

In stede van te zijn samengesteld uit een voorzitter, zes leden en één griffier, zou de Rekenkamer dus bestaan uit een eersten voorzitter, een

⁽¹⁾ Dit decreet is afgeschaft en werd vervangen door artikel 5 der wet van 29 October 1846.

⁽²⁾ Dit toezicht behoort thans tot de bevoegdheid van de eerste afdeeling. (Zie *Handelingen der Kamer*. Vergadering van 11 Maart 1902, blz. 891.)

voorzitter, acht leden en twee griffiers, van welke de oudste, naast zijn ambt als griffier eener afdeeling, ook dit van griffier op de algemeene vergaderingen zou waar nemen.

Deze veranderingen zouden niet alleen de taak van elk lid verlichten, maar tevens ook het thans al te aanzienlijk werk van den griffier verdeelen.

Elke van de twee griffiers zou, volgens het nieuw stelsel, geene andere stukken medeonderteekenen dan die uitgaande van de afdeeling waartoe hij behoort.

Het is dringend noodig het getal leden van de Rekenkamer te vermeerderen. Naar aanleiding van dit ontoereikend getal, kan worden herhaald wat de heer de Smet de Naeyer zegde ter zitting van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, op 11 November 1894, tot steuning van een verzoek van het bijpersoneel voor de kantoren der Rekenkamer :

« Mogen wij, zonder het minste bewijsstuk, beweren dat de Rekenkamer, trots een steeds toenemend werk, niet het meerdere personeel behoeft waarom zij vraagt? Wie onzer zou dergelijke houding willen aannemen? De Rekenkamer bevestigt en bewijst met redenen die ik voor onomstootbaar houd, dat het haar door de wet opgedragen aandachtig en snel toezicht over het beheer van 's Lands penningen voortaan noch slechts mogelijk is wanneer de taak van het personeel der kantoren wordt verlicht door toevoeging van tien beambten aan het kader.

» Wie toch wil zich aansprakelijk maken voor het verwerpen van dit verzoek ⁽¹⁾? »

Wij ook denken dat niemand zich thans aansprakelijk zou willen maken voor het verwerpen van de vraag tot vermeerdering van het getal leden der Rekenkamer, sedert ruim een jaar door dit College ingediend.

*
* *

Een der voornaamste gebreken van de bestaande inrichting der Rekenkamer is, dat de leden van dit College in hun ambt worden gehandhaafd voorbij den bepaalden leeftijd waarop Staatsambtenaren en magistraten worden toegelaten tot het pensioen.

De Kamer onderzocht nochtans herhaaldelijk het vraagstuk van de vaststelling van eene ouderdomsgrens voor de leden der Rekenkamer.

Tijdens het onderzoek van de begroting der dotatiën voor het dienstjaar 1881, verklaarde de heer H. Boekstaal, verslaggever van de Middenafdeeling, zich voor het bepalen van een leeftijd waarop de aftreding zou geschieden; wel is waar stelde hij voor, de leden der Rekenkamer gelijk te stellen met die van de gewone magistratuur en drukte hij den wensch uit, dat de

(1) *Handelingen* der Kamer, blz. 159.

Regeering een wetsontwerp zou indienen waarbij de Rekenkamer, wat betreft pensioen en emeritaat, zou gelijkgesteld worden met het Hof van cassatie.

De Regeering onthield zich, doch, op voorstel van den heer Woeste, stelde de Kamer der Volksvertegenwoordigers op 3 Februari 1884 eene bijzondere commissie in, met last de zaak te bestudeeren. In een verslag van den heer Olin, ingediend op 14 Juli 1884, verklaarde de commissie zich voor de ouderdomsgrens en het emeritaat.

Nooit kwam dit ontwerp in behandeling. Ten gevolge van de Kamerontbinding in 1892 kwam het te vervallen.

In 1894 werd de zaak opnieuw voor de Kamer gebracht tijdens de beraadslaging over de Begrooting der Dotatiën voor het dienstjaar 1895.

Toen sprak de heer de Trooz aldus :

« Hier ontstaat eene twistvraag : zijn de leden der Rekenkamer magistraten of ambtenaren? Ze mogen het eene of het andere zijn, onbetwistbaar bepaalt de wet voor de eenen zooals voor de anderen den leeftijd waarop zij ontslag moeten nemen.

» Ter Rekenkamer schijnt de aftreding slechts willekeurig te worden geregeld : zoo kwam het voor, dat de Kamer der Volksvertegenwoordigers verzoekschriften ontving van bijna tachtigjarige leden van de Rekenkamer, vragend dat hun mandaat van zes jaren nog zou worden vernieuwd.

» Voorzeker is dit een misbruik waartegen aan elke zijde van de Kamer steeds werd opgekomen. Deze verzoekschriften dwongen ons trouwens te kiezen tusschen hoffelijkheid en plicht.

» Mijne Heeren, gij weet dat de Rekenkamer slechts zeven leden telt : een voorzitter en zes gewone leden.

» Ook weet gij dat het werk van de Rekenkamer wordt verricht door twee commissiën, elk van drie leden, de voorzitter zich voorbehoudend de beraadslagingen van de algemeene vergadering te leiden. Licht beseft men wat al bezwaren voor het werk van de Rekenkamer en het welgevallen van elk harer leden ontstaan door de aanwezigheid, in den schoot van deze vergadering, van mannen die wegens hun gevorderden leeftijd recht hebbend op eene welverdiende rust, eigenlijk niet langer eene degelijke medehulp kunnen verleen en aan hunne ambtgenooten ⁽¹⁾. »

Zijnerzijds kenschetste de achtbare heer Bertrand den toestand in deze bewoordingen :

« De organieke wet op de Rekenkamer voorzag niet het geval van ontslagneming der leden, omdat dezen worden verkozen door de Kamer der Volksvertegenwoordigers. Men dacht dat de Kamer al te oude leden niet zou herbenoemen, doch het is bewezen dat dit het geval niet is.

(1) *Handelingen der Kamer*, 1894-1895, blz. 123.

- » Verleden jaar stierf de heer Van Hoebroeck, nog in ambtsbediening op
- » den leeftijd van 67 jaar.
- » De heer Heyvaert kreeg pensioen op den leeftijd van 77 jaar.
- » Ook de heer Moreau overleed in ambtsbediening toen hij 76 jaar oud was.
- » De heer Cools kreeg pensioen op 81 jaar.
- » De heer Dassesse, op 78 jaar.
- » De heer Pierret stierf in ambtsbediening op 75jarigen leeftijd.
- » De heer Sleipens kreeg dit jaar zijn pensioen; hij was 84 jaar oud.
- » De tegenwoordige voorzitter van de Rekenkamer telt 75 jaar. Zijn
- » mandaat duurt nog vier jaren, het zal slechts ten einde loopen wanneer
- » hij 82 jaar zal zijn ⁽¹⁾. »

De heer de Smet de Naeyer, Minister van Financiën, antwoordde aan de verschillende redenaars, inzonderheid aan den heer Bertrand :

« Vooreerst is er sprake van de pensioenmeering van de leden der
» Rekenkamer. Over dit punt gaf ik uitleggingen ter vergadering van
» 6 dezer. Ik zegde dat eerst en vooral het vraagstuk van beginsel diende
» te worden opgelost. Moeten de leden van de Rekenkamer, vroeg ik,
» worden gelijkgesteld met de magistraten of met de ambtenaren van de
» administratieve orde?

» De oplossing van dit vraagstuk zal een tweevoudig gevolg hebben,
» eensdeels voor de bepaling van de jaarwedden, anderdeels de regeling
» van de voorwaarden en van het bedrag van het pensioen of van het
» emeritaat.

» Onmogelijk kan ik heden het achtbaar lid antwoorden op eene meer
» bepaalde wijze; enkel kan ik nota nemen van de door hem, na den acht-
» baren heer de Trooz, in 't midden gebrachte opmerkingen. Nogmaals
» herhaal ik, dat dit veelzijdig vraagstuk zal worden bestudeerd en maat-
» regelen genomen zoodra het mogelijk is ⁽¹⁾. »

Toch voegde de heer de Smet de Naeyer hieraan toe :

« Ik beken dat er in zekere gevallen, aangehaald door den achtbaren
» heer Bertrand, waar het bij voorbeeld den leeftijd van 80 jaar en meer
» geldt, een blijkbaar misbruik bestaat en het tijd wordt dit. »

Wij denken dat het niet noodig is den leeftijd van 80 jaar bereikt te hebben, opdat er een doorslaand misbruik besta.

Het door den heer de Smet de Naeyer beloofd onderzoek werd niet ingesteld; de zaak werd eerst tijdens het onderzoek van de Begrooting der Dotatiën voor het dienstjaar 1908 opnieuw ernstig hervat in de Middenafdeeling.

⁽¹⁾ *Handelingen* van de Kamer der Volksvertegenwoordigers. Vergadering van 11 December 1894, blz. 156-157.

Ten gevolge van de bedenkingen, uiteengezet in het verslag van die Middenaafdeeling, werd, op voorstel van de heeren Hymans, Mechelynck, Lemonnier et Monville, door het Bureau der Kamer eene Bijzondere Commissie benoemd. Zij bestond uit de heeren Beernaert, Bertrand, De Becker-Remy, Hymans, Rosseeuw, Thienpont en de Ghellinck d'Elseghem.

In het verslag van den achtbaren heer de Ghellinck d'Elseghem wordt vooreerst uitgemaakt, dat, volgens de meerderheid van de leden der Commissie, de Rekenkamer niet kan worden gelijkgesteld met de eigenlijke magistratuur; dat zij van gemengden aard en eene gansch bijzondere magistratuur is, eene magistratuur *sui generis*.

Nochtans erkent hij, dat de leden van de Rekenkamer ook ambtenaren van de Kamer der Volksvertegenwoordigers zijn.

Dit is, volgens ons, wel de juiste aard van den toestand der leden van de Rekenkamer.

Overigens had de heer Frère-Orban, ter Kamervergadering van 25 November 1846, insgelijks verklaard dat de leden der Rekenkamer *ambtenaren* van de Kamer waren.

De heer de Ghellinck uitte zich als volgt over de leeftijdsgrens :

« Ten onrechte wordt gezegd dat de leden der Rekenkamer onbepaald » in ambtsbediening blijven, vermits zij om de zes jaren aan herkiezing » zijn onderworpen; dat het de Kamer vrij staat hen al of niet te herkiezen » en dat de Kamer nimmer een lid had herkozen, dat, gezien zijn gevorderden leeftijd, zijn ambt niet langer behoorlijk kon waarnemen; dat het » onwaar was als zou gevorderde leeftijd noodzakelijk de verstandsvermogens en de geschiktheid voor den arbeid verzwakken; dat overigens het » ambt van lid der Rekenkamer, ofschoon gewichtig, toch niet zoo afsloevend, zoo lastig is om het niet te kunnen uitoefenen na zekeren leeftijd; » dat daartoe geen groote ondernemingsgeest noodig is, zooals bij de » hoofdambtenaren der ministeriën. »

Zich aansluitend bij dit gevoelen, verwierp de Commissie het vaststellen van eene leeftijdsgrens.

Welnu, om in de wet op te nemen het beginsel van de aftreding der leden van de Rekenkamer, of beter gezegd den leeftijd waarop zij hun ambt niet langer mogen waarnemen, is het onnoodig zich te verdiepen in theoretische beraadslagingen over den eigenlijken aard van bedoelde ambten. Zijn het rechterlijke ambten? Zijn het administratieve ambten? Zijn het ambten die tevens behooren tot die van magistraat en die van ambtenaar? Om 't even!

Toen de Belgische Grondwet aan de Kamer der Volksvertegenwoordigers het recht gaf om de leden der Rekenkamer te benoemen, bedoelde zij niet de wetgevende macht te ontfangen de voorwaarden tot het toekennen van bedoelde mandaten te bepalen. Zoo waar is het, dat bij artikel 4 der wet van 29 October 1846 werd beslist, dat de leden den leeftijd van 30 jaar moeten hebben en de griffier dien van 25 jaar.

Doch zoo bij die wet een minste leeftijd werd bepaald, waarom dan ook niet een hoogste?

Dit wordt verwezenlijkt door ons ontwerp, waar wij voorstellen de volgende bepaling toe te voegen aan bedoeld eerste artikel :

Niemand kan worden benoemd tot lid der Rekenkamer, indien hij den leeftijd van 67 jaar heeft bereikt.

Deze formule schijnt ons eenparig te moeten aangenomen worden.

Zij sluit niet in zich de verplichting voor een lid der Rekenkamer zich terug te trekken in den loop van een mandaat, hem toevertrouwd voor zes jaar, zooals het geval zou wezen indien de wet een leeftijd bepaalde voor de aftreding. Dit stelsel zou kwalijk overeenkomen met den juridischen aard van het mandaat. Aan de minimagrens, voor de rechten der Kamers gesteld, voegt het eenvoudig eene maximagrens toe.

Door den leeftijd, waarop geen zesjarig mandaat nog kan worden toegekend aan een lid van de Rekenkamer, te bepalen op 67 jaar, bepalen wij onrechtstreeks den leeftijd waarop de leden verplicht zijn af te treden.

Volgens ons stelsel, zouden er in de Rekenkamer nooit leden zijn, meer dan 73 jaar oud ($67 + 6$). De geregelde leeftijd om ontslag te nemen zou verschillen van 68 tot 73 jaar. Dit wil zeggen, dat de leden van de Rekenkamer, die geene magistraten of ambtenaren zijn, slechts op pensioen zouden gesteld worden op een steeds meer gevorderden leeftijd dan dien welke is gesteld voor het aftreden van de ambtenaren en soms meer gevorderd dan de leeftijd, bepaald voor de magistraten bij de Hoven van beroep.

In elk geval ware het een overgroote vooruitgang, met betrekking tot den tegenwoordigen toestand, welke zoo jammerlijk is als die waarop de achtbare heer Bertrand in 1894 wees, in eene redevoering waarvan wij hierboven een gedeelte overnamen ⁽¹⁾.

De acht leden, in ambtsbediening op einde Juni 1913, telden respectievelijk 80, 76, 74, $66\frac{1}{2}$, 66, $58\frac{1}{2}$, $59\frac{1}{2}$ en $64\frac{1}{2}$ jaar. Wanneer hun loopend mandaat is verstreken, dat is op 31 December 1914, zullen zij dus $61\frac{1}{2}$, $77\frac{1}{2}$, $72\frac{1}{2}$, 68, $67\frac{1}{2}$, 60, 61 en 66 jaar oud zijn.

*
* * *

Zij, van wie dit wetsvoorstel uitgaat, willen insgelijks wijziging in artikel 18 der wet van 29 October 1846, door toevoeging van twee paragrafen, luidend als volgt :

Het Bureau der Kamer bepaalt den loonstandaard en de regelen voor de berordering van de beambten in de kantoren van de Rekenkamer.

De leeftijd waarop de beambten van de kantoren der Rekenkamer op pensioen worden gesteld, wordt bepaald op 67 jaar.

⁽¹⁾ Zie hierboven, blzn 7 en 8.

In de Kamer der Volksvertegenwoordigers is menigmaal geklaagd over den ondergeschikten toestand waarin de Rekenkamer, die krachtens artikel 46 der wet van 29 October 1846, belast is met het benoemen van al hare beambten, haar personeel heeft gelaten.

Ter Kamerzitting van 6 December 1894, kenschetste de heer Théodor dezen toestand op de volgende wijze :

. . . « De Rekenkamer is niet rechtstreeks verbonden aan eenig ministerie. Steeds strekt de Minister zijne beambten eenigszins tot vader, » hij ziet ze werken, waardeert hun streven, beloont en vergoedt hen soms. » Bij de Rekenkamer is dit niet het geval : zij hangt niet rechtstreeks af » van een ministerie en zoo komt het, dat de beambten der Rekenkamer » als 't ware verlaten kinderen zijn ⁽¹⁾. »

Doch, zoo de Rekenkamer niet rechtstreeks aan een ministerie is verbonden, toch hangt zij af van de Kamer der Volksvertegenwoordigers. Dit deed de heer de Trooz uitschijnen op 6 December 1894, en de heer Reynaert, verslaggever over de Begrooting der Dotatiën voor het dienstjaar 1895, drukte hetzelfde gevoelen uit. Zijnerzijds, verduidelijkte de heer Levie, Minister van Financiën, in de navolgende bewoordingen, de tegenwoordige inrichting, in zijn antwoord op eene vraag, den 19 November laatstleden gesteld door den heer Buyl :

« Zooals de Regeering menigmaal deed opmerken, hangt de Reken- » kamer rechtstreeks af van de Kamer der Volksvertegenwoordigers. »

Naar het algemeen gevoelen, lijdt het dus geen twijfel dat de Rekenkamer afhangt van de Kamer der Volksvertegenwoordigers. Doch de afhankelijke betrekking tusschen beide instellingen werd tot hiertoe niet verordend. Wellicht scheen het nooit noodiger dan thans, de modaliteiten daarvan duidelijk te omschrijven.

Trouwens, in den jongsten tijd, werd ter Kamer vaak geklaagd over het beheer van de Rekenkamer. Leden, behorende tot onze drie groote politieke partijen, achtten het zelfs noodig reeds tweemaal te vragen dat de wetgeving tusschenbeide zou komen ten voordeele van het kantoorpersoneel der Rekenkamer, en dienden amendementen in op de ontwerpen van Begrooting der Dotatiën voor de dienstjaren 1912 en 1913.

Doch, toen de Volksvertegenwoordigers aldus rechtstreeks aan de Kamer, bij wijze van amendement op eene begrootingswet, voorstellen tot verbetering van het lot der beambten van de Rekenkamer onderwierpen, werden zij aangezocht zich te wenden tot het Bureel van de vergadering, opdat dit laatste verslag zou doen over den toestand ⁽²⁾.

En toen zij zich officieel wendden tot het Bureel, om te vragen dat het zou optreden bij de Rekenkamer, bleef hunne vraag zonder practisch gevolg.

(1) *Handelingen*, blz. 128, 1^o kol. Zittingsjaar 1894-1895.

(2) *Handelingen*, Kamer der Volkvertegenwoordigers, zittingsjaar 1912-1913, blz. 334.

Werd deze slecht bepaalde toestand gehandhaafd, hij zou, gezien zijne onduidelijkheid, te niet doen het onbetwistbaar recht van toezicht der leden van de wetgeving over de verrichtingen en het beheer van de Staatsinstelling die op de meest rechtstreeksche wijze medewerkt, met de wetgevende macht, voor de uitoefening van eene harer hoofdzakelijke voorrechten : het onderzoek en de goedkeuring van de rekeningswet en van de begrootingen.

Dit zoo zijnde, zal niemand betwisten dat het dringend noodig is deze zaak voor goed te regelen.

Ook zijn de onderhavige wetsvoorstellen van oordeel dat het eene goede nieuwigheid ware de regelen tot bevordering van de kantoorbeambten der Rekenkamer te doen regelen door het Bureel van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, tevens onder de voorrechten van de Rekenkamer handhavend de benoeming en afzetting van hare beambten, alsmede eene reeks vraagstukken van ondergeschikten aard, welke men haar niet ernstig kan betwisten, te willen regelen *binnen de puten, gesteld door het Bureel der Kamer*, als bij voorbeeld het getal betrekkingen in elken graad, de bevorderingen bij keuze, de indeeling van de beambten voor de onderscheiden diensten, de verloven, de vergoedingen, enz., enz.

Al deze punten zouden worden vermeld in het huishoudelijk reglement voor de instelling, welk reglement onderhevig zal zijn aan herziening daags na bekendmaking van de wijzigingen, gebracht in de wet van 1846.

Deze wijze van doen zou dit groot voordeel opleveren, dat zij het zoo belangwekkend personeel van de Rekenkamer een *minimum-toestand zou waarborgen*, zonder dat het noodig ware een loonstandaard bij de wet te bepalen.

Anderdeels, zou het Bureel van de Kamer der Volksvertegenwoordigers aldus beschikken over eene macht van toezicht over de handelingen der Rekenkamer, welk toezicht talrijke leden dezer vergadering metbillijkheid verlangen doelmatig te zien uitoefenen.

*
* * *

De bepaling van den leeftijd waarop het kantoorpersoneel der Rekenkamer aftreedt, is een logisch gevolg van de wijziging, voorgesteld in het eerste artikel der wet van 29 October 1846.

De ambtenaren dienden de kantoren voorgoed te verlaten, juist op het oogenblik dat zij, krachtens de wet zelve, niet meer verkiesbaar zijn als lid of als griffier.

*
* * *

Artikel 26 van het huishoudelijk reglement bepaalt : « Aan elk lid » van beide Kamers, die het aanvraagt, worden, zonder verplaatsing, mede- » gedeeld, én het Grootboek van 's Lands schuld, én het register van de » pensioenen ten laste van den Staat, én van al de beslissingen, door de » Rekenkamer genomen, alsmede van al de stukken van rekenplichtig » beheer en welke andere ook, die in haar archief berusten ».

Ter Kamervergadering van 26 Juli 1907, werd de strekking van dit artikel uitgelegd in deze bewoordingen :

« Het recht van de leden der Kamer... schijnt mij toe een volstrekt recht »
 » te zijn. Het steunt op het decreet van 1831, bevattend het reglement »
 » voor de Rekenkamer, waarbij de griffier wordt verplicht aan de Parle- »
 » mentsleden mede te deelen al de stukken van rekenplichtig beheer, alsmede »
 » alle andere stukken, welke ook, die berusten in het archief van de Reken- »
 » kamer. Is het te loochenen, dat onder deze stukken is begrepen de »
 » briefwisseling met den Minister ? »

» Is overigens de Rekenkamer niet verplicht voor de Parlementsleden »
 » voor te bereiden het onderzoek van de eindrekeningen van den Staat ? En »
 » behoort de Kamer der Volksvertegenwoordigers niet te beschikken over al »
 » de bestanddeelen van het onderzoek, door de Rekenkamer uitgeoefend ? »

Als antwoord gaf Minister Liebaert deze meer beperkte beteekenis aan voormeld artikel 28 :

« 't Is in de organieke wet dat de bepalingen van beginsel zijn opgeno- »
 » men ; artikel 28 van het reglement kan geene andere beteekenis hebben »
 » dan die bepalingen, het kan er niets aan toevoegen of van afnemen, ver- »
 » mits het er enkel mede in verband staat. »

En daaruit leidde de achtbare Minister deze gevolgtrekking af, dat, vermits de wet van 29 October 1846 de Rekenkamer niet verplicht hare volledige dossiers mede te deelen, dat wil zeggen de adviezen uitgebracht door de bureelen van de Rekenkamer en de briefwisseling tusschen deze instelling en de ministeriën, er voor de leden van de Kamer der Volksvertegenwoordigers *geen recht* kon bestaan, kennis te nemen van deze bestanddeelen.

Het is echter noodig, dat de leden van de beide Kamers het volledigste parlementair toezicht over 's Lands geldwezen kunnen uitoefenen.

De Rekenkamer is toch eigenlijk niets anders dan eene bestendige commissie van het Parlement, bij de wet ingesteld. Alles wat daar omgaat moeten de Volksvertegenwoordigers weten. Is het niet vooral om hunne taak te vergemakkelijken, dat er eene Rekenkamer is ingesteld ?

Ten einde eene oplossing te geven aan het geschil dat soms ontstond tusschen de Rekenkamer en de leden van onze wetgevende vergaderingen, nopens het mededeelen van sommige stukken uit haar archief, vragen de leden die het wetsvoorstel indienen, dat artikel 28 van het reglement worde opgenomen in de organieke wet en stellen zij voor, deze te wijzigen door middel van eene niet beperkende opsomming van de stukken welke op hunne aanvraag dienen te worden medegedeeld aan de leden van beide Kamers.

D^r LAMBORELLE.

Proposition de loi portant revision de la loi du 29 octobre 1846, organique de la Cour des Comptes.

Wetsvoorstel waarbij de wet van 29 October 1846, houdende inrichting van de Rekenkamer, wordt gewijzigd.

ARTICLE PREMIER.

L'article premier de la loi du 29 octobre 1846 est remplacé par la disposition suivante.

« La Cour des Comptes est composée » de deux chambres.

» Chacune de ces deux chambres est » composée d'un président, de quatre » conseillers et d'un greffier.

» Ils sont nommés tous les six ans » par la Chambre des Représentants » qui a toujours le droit de les révoquer.

» Les présidents et conseillers doivent » avoir au moins l'âge de 30 ans.

» Les greffiers doivent être âgés de » 25 ans au moins; ils n'ont pas voix » délibérative.

» Nul ne peut être nommé membre » de la Cour des Comptes s'il a atteint » l'âge de 67 ans. »

ART. 2.

L'article 18 de la loi du 29 octobre 1846 est remplacé par la disposition suivante :

« A la Cour des Comptes appartient » la nomination et la révocation de » tous ses employés.

» Le Bureau de la Chambre des » Représentants fixe le barème des » traitements ainsi que les règles » d'avancement du personnel des bu- » reaux.

EERSTE ARTIKEL.

Artikel 1 der wet van 29 October 1846 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« De Rekenkamer is samengesteld » uit twee afdelingen.

» Elke dezer afdelingen bestaat uit » een voorzitter, uit vier leden en uit » een griffier.

» Zij worden, om de zes jaar, be- » noemd door de Kamer der Volksverte- » genwoordigers; deze heeft altijd het » recht ze af te zetten.

» De voorzitters en de leden moeten » ten minste 30 jaar oud zijn.

» De griffiers moeten ten minste » 25 jaar oud zijn; zij hebben geene » beraadslagende stem.

» Niemand mag tot lid der Rekenka- » mer worden benoemd, wanneer hij » den leeftijd van 67 jaar heeft be- » reikt. »

ART. 2.

Artikel 18 der wet van 29 October 1846 wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Aan de Rekenkamer hoort het toe, » al hare beambten te benoemen en af » te zetten.

» Het Bureau van de Kamer der Volks- » vertegenwoordigers bepaalt den wed- » standtaard, alsmede de regelen voor » de bevordering van het personeel der » kantoren.

» L'âge de la mise à la retraite des
» employés de la Cour des Comptes est
» fixé à 67 ans. »

ART. 3.

La loi du 29 octobre 1846 est complétée par la disposition suivante :

» Il sera donné à tout membre des
» deux Chambres qui le demandera,
» communication, sans déplacement, du
» Grand-Livre de la Dette publique,
» du registre des pensions à charge de
» l'État, de toutes les décisions prises
» par la Cour, ainsi que de toutes les
» pièces comptables reposant dans ses
» archives.

» Tout membre des deux Chambres
» pourra prendre connaissance des
» correspondances échangées entre la
» Cour des Comptes et les Départe-
» ments ministériels ou les Gouverne-
» ments provinciaux, des rapports pré-
» sentés à la Cour des Comptes par ses
» bureaux, ainsi que des procès-ver-
» baux des séances de la Cour. »

» De leeftijd voor het op pensioen
» stellen van de beambten der Reken-
» kamer wordt bepaald op 67 jaar. »

ART. 3.

De wet van 29 October 1846 wordt aangevuld door de volgende bepaling :

« Aan elk lid van beide Wetgevende
» Kamers, die het aanvraagt, wordt,
» zonder verplaatsing, mededeeling ge-
» geven van het Grootboek der Open-
» bare Schuld, van het register der
» pensioenen komende ten laste van
» den Staat, van al de beslissingen
» genomen door de Rekenkamer, als-
» mede van alle comptabiliteitsstukken,
» in haar archief berustende.

» Elk lid van beide Wetgevende
» Kamers mag kennis nemen van de
» briefwisseling tusschen de Reken-
» kamer en de Ministerieele Departementen of de Provinciale Besturen,
» van de verslagen bij de Rekenkamer
» ingediend door hare kantoren, alsmede
» van de processen-verbaal harer vergaderingen. »

D^r P. LAMBORELLE.

FG. MASSON.

R. CLAES.

A. BUYL.

J. MANSART.

L. BERTRAND.

